

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

25 juin 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 3074)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 1640

présenté par

M. Ratenon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,  
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,  
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

-----

**ARTICLE 9****ÉTAT B****Mission « Action et transformation publiques »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	0	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	0	0	0	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	0	+9 000 000	0	+9 000 000
Fonds de soutien aux entreprises d'Outre-mer <i>(ligne nouvelle)</i>	+9 000 000	0	+9 000 000	0
<b>TOTAUX</b>	+9 000 000	+9 000 000	+9 000 000	+9 000 000
<b>SOLDE</b>	0		0	

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis de nombreuses semaines, les entreprises d'outre-mer font face à une crise économique liée à l'épidémie de Covid19. Celles-ci, déjà financièrement très précaires, se retrouvent aujourd'hui en grande difficulté pour reprendre leur activité.

Par exemple, une enquête de la CCI de La Réunion indique que 74 % des entreprises réunionnaises ont dû suspendre leur activité durant la crise. Sur les 920 entreprises ayant participé à cette consultation, on compte au moins 30,5 millions d'euros de perte de chiffre d'affaire par rapport au 1er trimestre 2019.

Alors que la structure de l'emploi dans les départements et région d'outre-mer sont particulièrement fragiles, il est important que la solidarité nationale puisse soutenir les entreprises ultramarines en difficulté.

Nous proposons d'utiliser les crédits du programme 352 intitulé "fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat" de la mission "action et transformation publiques" à hauteur de 9 M € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, au bénéfice de la création d'un nouveau programme intitulé "Fonds de soutien aux entreprises d'Outre-mer".